

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 21 juin 2018 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –  
Mme Amah (Cassandra) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1816135S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État ;

Vu la décision du 11 mars 2016 modifiée autorisant au titre de l'année 2016 l'ouverture de deux concours externe et interne pour le recrutement d'officiers de protection de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ;

Vu la liste du 7 novembre 2016 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'officiers de protection des réfugiés et apatrides au titre de l'année 2016,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Mme Cassandra Amah est nommée attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 434) à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Article 2

Compte tenu de 1 an 15 jours d'ancienneté retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Cassandra Amah est classée, à compter de la même date, au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 434) avec 1 an 15 jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 juin 2018.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
P. BRICE